

FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT

ADHÉSION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (E.P.C.I.)

Convention 2023

ENTRE

- le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, agissant en exécution de la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental concernant notamment la gestion du Fonds de Solidarité Logement, ci-après dénommé "le Département"

D'UNE PART

ET

- **L'E.P.C.I. communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau** représentée par Monsieur le Président agissant en exécution de la délibération du Conseil communautaire du....., ci-après dénommée « l'E.P.C.I. »

D'AUTRE PART

PRÉAMBULE

Le fonds de solidarité logement (F.S.L.) intervient auprès des ménages en difficulté sous la forme d'aides financières individuelles pour l'accès ou le maintien dans le logement, tant dans le parc privé que public. Il intervient aussi pour le paiement de factures liées aux consommations de fluides. Il soutient également les structures d'insertion effectuant de l'accompagnement social lié au logement (A.S.L.L.) ainsi que les organismes effectuant de la gestion locative en direction des ménages en insertion.

L'assemblée départementale a décidé, lors de sa séance du 24 mars 2017, de réviser les conditions d'attribution de garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux. L'adhésion au F.S.L. de la commune d'implantation des logements sociaux, dès lors que sa population dépasse les 1 500 habitants, ou de l'établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.) auquel elle appartient, est devenu un critère de recevabilité de la demande de garantie d'emprunt. La contribution est fixée à 0,30 € par habitant depuis 2013.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les modalités de financement et de gestion du F.S.L., pour permettre aux familles relevant du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (P.D.A.L.H.P.D.) d'accéder à un logement, de s'y maintenir et/ou de bénéficier de mesures d'A.S.L.L..

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'E.P.C.I.

L'E.P.C.I. s'engage à contribuer au F.S.L. Il consacrera à cet effet 0,30 € par habitant.

La population prise en compte pour le calcul de la contribution est la population légale totale 2020 de l'EPCI, telle que publiée par l'INSEE, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le versement de la contribution de l'E.P.C.I. s'effectuera auprès de l'association INITIATIVES 77, gestionnaire comptable et financier du F.S.L., à réception de l'exemplaire de la présente convention signé par les deux parties.

La contribution versée sera arrondie à l'entier le plus proche, telle que figurant sur le tableau joint en annexe à la convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département a pleine compétence sur le FSL depuis le 1er janvier 2005. A ce titre, il est proposé au vote de l'assemblée départementale une participation de 3 469 000 € à ce dispositif pour 2023.

ARTICLE 4 : ACTIONS DE PREVENTION ET D'INSERTION

Le F.S.L. s'inscrit dans une action globale ayant pour cadre les objectifs développés par le 8^{ème} P.D.A.L.H.P.D.. Il fait notamment référence aux conventions signées entre l'Etat et les bailleurs sociaux pour ce qui concerne les actions de prévention des expulsions et de lutte contre les exclusions en matière de logement locatif, ainsi qu'aux protocoles locaux de prévention des impayés de loyer.

ARTICLE 5 : MODALITÉS D'OCTROI DES AIDES FINANCIÈRES

La gestion comptable et financière du F.S.L. est assurée par l'association INITIATIVES 77, domiciliée 49,51 avenue Thiers 77000 MELUN, dont les modalités font l'objet d'une convention conclue entre le Département et l'association INITIATIVES 77.

L'association INITIATIVES 77 mettra en place les modalités nécessaires au versement des fonds, au suivi du remboursement, à l'organisation du recouvrement et du contentieux.

L'association INITIATIVES 77 présentera annuellement au Département un rapport comptable et financier faisant apparaître :

- le montant des participations reçues de chacun des partenaires
- le nombre de dossiers et aides accordées
- l'état des remboursements ou remises de dettes
- un bilan financier
- tout document comptable ou financier nécessaire au contrôle et à la vérification de la transparence de l'utilisation des sommes recueillies.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2023.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires à Melun, le

Pour l'E.P.C.I.

Pour le Département

Annexe à la convention 2023 d'adhésion au FSL des EPCI
Annexe 2 bis Tableau EPCI population 2020 pour conventions 2023

		E.P.C.I.	Population 2020 (population légale en vigueur au 01/01/2023)	Contribution 2023 au FSL arrondie à l'entier le plus proche (0,30 €)
1	communauté d'agglomération	de Marne-et-Gondoire	109 322	32 797 €
2	communauté d'agglomération	du Pays de Meaux	109 256	32 777 €
3	communauté d'agglomération	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	112 223	33 667 €
4	communauté d'agglomération	Melun Val de Seine	136 096	40 829 €
5	communauté d'agglomération	Paris - Vallée de la Marne	228 286	68 486 €
6	communauté d'agglomération	Roissy - Pays de France	96 135	28 841 €
7	communauté d'agglomération	Val d'Europe Agglomération	53 333	16 000 €
8	communauté d'agglomération	du Pays de Fontainebleau	70 677	21 203 €
9	communauté d'agglomération	Coulommiers et Pays de Brie	95 096	28 529 €
10	communauté de communes	Bassée - Montois	23 542	7 063 €
11	communauté de communes	de la Brie Nangissienne	28 315	8 495 €
12	communauté de communes	du Pays de Montereau	45 445	13 634 €
13	communauté de communes	du Pays de l'Ourcq	17 736	5 321 €
14	communauté de communes	du Pays de Nemours	29 914	8 974 €
15	communauté de communes	du Provinois	35 695	10 709 €
16	communauté de communes	du Val Briard	28 809	8 643 €
17	communauté de communes	Gâtinais - Val de Loing	18 867	5 660 €
18	communauté de communes	des deux Morins	26 890	8 067 €
19	communauté de communes	Les Portes Briardes entre Villes et Forêts	46 511	13 953 €
20	communauté de communes	L'Orée de la Brie	26 768	8 030 €
21	communauté de communes	Morêt Seine -et- Loing	40 187	12 056 €
22	communauté de communes	des Plaines et Monts de France	25 633	7 690 €
23	communauté de communes	Brie des Rivières et des Châteaux	40 214	12 064 €